



Assemblée générale

Distr. limitée
15 novembre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-septième session

Troisième Commission

Point 104 de l'ordre du jour

**Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,
aux rapatriés et aux personnes déplacées
et questions humanitaires**

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Chypre, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Lesotho, Libéria, Lichtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suriname, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Vanuatu, Yougoslavie, Zambie et Zimbabwe : projet de résolution

Maintien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/104 du 12 décembre 1997, dans laquelle elle a décidé d'examiner à nouveau, au plus tard à sa cinquante-septième session, les dispositions relatives au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, afin de déterminer s'il y a lieu de proroger son mandat au-delà du 31 décembre 2003,



Consciente de la nécessité d'une action internationale concertée en faveur des réfugiés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Considérant l'oeuvre remarquable que le Haut Commissariat accomplit en fournissant une protection internationale et une assistance matérielle aux réfugiés et aux personnes déplacées et en s'employant à faire en sorte que des solutions permanentes soient apportées à leurs problèmes,

Notant avec une grande satisfaction l'efficacité avec laquelle le Haut Commissariat s'acquitte des diverses tâches humanitaires essentielles qui lui sont confiées,

1. *Décide* de proroger le mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er janvier 2004;

2. *Décide également* d'examiner à nouveau, au plus tard à sa soixante-deuxième session, les dispositions relatives au Haut Commissariat, afin de déterminer s'il y a lieu de proroger son mandat au-delà du 31 décembre 2008;

3. *Décide en outre* d'examiner à sa cinquante-huitième session des propositions du Haut Commissaire sur la base de son rapport, établies en consultation avec le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire et le Secrétaire général, au sujet du renforcement de la capacité du Haut Commissariat d'exécuter son mandat.
